

# Le DROIT OUVRIER

**DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SECURITE SOCIALE**

## Sommaire

### DOCTRINE

**Marie-France Bied-Charreton** : Au nom de la liberté d'entreprendre (Les arrêts "Pages jaunes").

**Paul Darves-Bornoz** : En marge des arrêts "Pages jaunes".

### JURISPRUDENCE

*voir notamment :*

Communication sous astreinte au Comité d'entreprise du contrat commercial unissant une entreprise à son client exclusif.

**Tribunal de grande instance de Grenoble (référé) 22 décembre 2005** – Note Stéphane Ducrocq (p. 392)

L'analyse des comptes d'une société comprise dans une unité économique et sociale par l'expert du comité d'établissement.

**Cour d'appel de Riom (4<sup>ème</sup> ch. civ.) 10 janvier 2006** - Note Maurice Cohen (p. 395)

Le refus de prendre une position publique à la demande de l'employeur n'est pas constitutif d'une faute.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 26 octobre 2005** - Note Rachel Spire (p. 403)

Le droit d'alerte du délégué du personnel en vue de faire respecter le libre choix du lieu de domicile du salarié.

**Conseil de prud'hommes de Lyon (industrie - département) 8 novembre 2005** - Note Michel Estevez (p. 406)

Les pouvoirs du référé prud'homal pour apprécier l'existence d'une opération de transfert au sens de l'art. L 122-12 al. 2 et ordonner la continuation du contrat de travail.

**Conseil de prud'hommes de Grenoble (référé) 26 octobre 2005** - Note Nathalie Bizot (p. 409)

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Arrêts récents de la Cour de cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture)



**Doctrine :**

**Au nom de la liberté d'entreprendre (Les arrêts "Pages jaunes"),** par **Marie-France Bied-Charreton**, Avocate au Barreau de Paris ..... 369

Annexe I : 1) COUR D'APPEL DE MONTPELLIER (Ch. Soc.) 15 décembre 2004 ..... 378

2) COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 janvier 2006 ..... 380

Annexe II : 1) COUR D'APPEL DE DIJON (Ch. Soc.) 29 juin 2004 ..... 381

2) COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 janvier 2006 ..... 384

Annexe III : Communiqué de la Cour de cassation relatif aux arrêts Pages jaunes ..... 384

Annexe IV : TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS (3<sup>e</sup> sect. 1<sup>re</sup> ch.) 18 mai 2005 ..... 386

**En marge des arrêts "Pages jaunes",** par **Paul Darves-Bornoz**, Avocat au Barreau d'Annecy ..... 387

Annexe 1 : Dépêche AFP ..... 391

Annexe 2 : Extraits des conclusions de Me Kirkyacharian, Avocat au Barreau de Montpellier ..... 391

**Jurisprudence :**

ASSURANCES SOCIALES – Assurance maladie – Prestations en nature – Cure thermale – Frais de transport – Dépenses non remboursables mais pouvant faire l'objet d'un forfait au titre des prestations supplémentaires.

**COUR DE CASSATION (2<sup>e</sup> Ch. Civ.) 20 septembre 2005** ..... 392

COMITÉS D'ENTREPRISE – Attributions économiques – Information – Communication d'un contrat commercial – Refus de l'employeur – Remise ordonnée sous astreinte (art. 145 NCPC).

**TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE GRENOBLE (référé) 22 décembre 2005** ..... 392

**Note Stéphane Ducrocq** ..... 394

COMITES D'ENTREPRISE – Comités d'établissement – Société comprise dans une unité économique et sociale – Examen des comptes propres à l'établissement avec l'assistance d'un expert-comptable rémunéré par l'employeur – Pas de confusion avec les droits du comité central d'entreprise de l'UES.

**COUR D'APPEL DE RIOM (4<sup>e</sup> Ch. civ. (sociale)) 10 janvier 2006** ..... 395

**Note Maurice Cohen** ..... 397

CONGÉS PAYÉS – Indemnité compensatrice – Assiette – Treizième mois – Mode de versement – Office du juge.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 22 mars 2006** ..... 398

**Note Thierry Tauran**, Maître de conférences à l'Université de Metz ..... 398

CONTRAT A DURÉE DÉTERMINÉE – Remplacement d'un salarié absent – Expiration du contrat, non à la date de disparition du motif de l'absence, mais à la reprise effective d'activité du salarié absent.

**COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 16 novembre 2005** ..... 398

CONTRAT DE TRAVAIL – Documentation professionnelle interne – Rédaction en langue étrangère – Obligation de traduction sous astreinte.

**COUR D'APPEL DE VERSAILLES (1<sup>re</sup> Ch. 1<sup>re</sup> section) 2 mars 2006** ..... 399

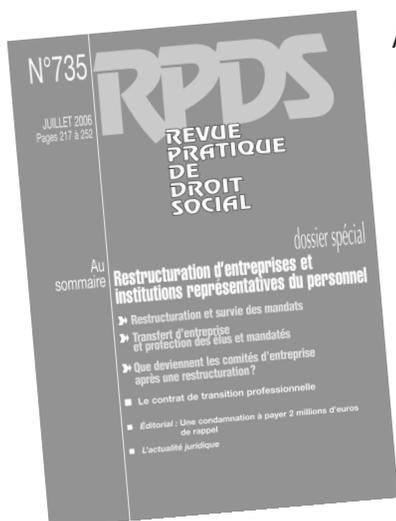
CONTRAT DE TRAVAIL – Respect des libertés – Liberté d'opinion – Refus de prendre une position publique à la demande de l'employeur – Faute (non).

**COUR DE CASSATION (Ch. soc.) 26 octobre 2005** ..... 403

**Note Rachel Spire**, DEA de droit social ..... 404

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ – Redressement judiciaire suivant une procédure simplifiée – En l'absence de désignation d'un administrateur, employeur poursuivant seul l'activité – Embauche d'un salarié pour une courte durée – Acte de gestion courante ne nécessitant pas l'autorisation du juge commissaire. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 21 septembre 2005</b> .....	405
LIBERTES ET DROITS FONDAMENTAUX – Droit de choisir librement le lieu de son domicile – Droit d'alerte du délégué du personnel . <b>CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE LYON (Industrie - Département) 8 novembre 2005</b> .....	406
<b>Note Michel Estevez</b> , Conseiller prud'homme .....	407
MALADIE – Suspension du contrat de travail – Reprise de l'activité professionnelle – Défaut de visite de reprise – Période de suspension continuant à courir – Manquement de l'entreprise à son obligation de sécurité de résultat. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 28 février 2006</b> .....	408
<b>Note Arnaud de Senga</b> .....	408
TRANSFERT D'ENTREPRISE – Commercialisation des produits d'une entreprise confiée à un prestataire – Création d'une filiale décidée pour assurer cette activité – Transfert d'une entité économique – Continuation du contrat de travail ordonnée en référé. <b>CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE GRENOBLE (référé) 26 octobre 2005</b> .....	409
<b>Note Nathalie Bizot</b> , défenseur syndical, Union locale CGT de Castres .....	410
TRANSFERT D'ENTREPRISE – Etablissement de santé – Représentant du personnel – Autorisation – Condition – Vérification des critères d'application de l'art. L 122-12 – Externalisation de la restauration des patients hospitalisés – Prise en charge globale des malades s'opposant à la caractérisation d'une entité économique – Annulation de l'autorisation. <b>TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE CLERMONT-FERRAND (2<sup>ème</sup> ch.) 9 mars 2006</b> .....	412
USAGES – Dénonciation – 1 <sup>o</sup> Absence d'incorporation au contrat de travail – 2 <sup>o</sup> Consultation des délégués du personnel – Absence d'élus – Défaut de procès-verbal de carence – Dénonciation privée d'effet. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 16 novembre 2005</b> .....	413
<b>Note Arnaud de Senga</b> .....	414

## RPDS 735 - Juillet 2006



Au sommaire :

### **DOSSIER SPECIAL : Restructuration d'entreprises et institutions représentatives du personnel**

- Restructuration et survie des mandats
- Transfert d'entreprise et protection des élus et mandataires
- Que deviennent les comités d'entreprise après une restructuration ?

### **Le contrat de transition professionnelle**

### **Editorial : une condamnation à payer à 2 millions d'euros**

### **L'actualité juridique** (sommaires de jurisprudence et de législation)

Pour les lecteurs non abonnés à la RPDS, ce numéro peut être commandé à : **NSA La Vie Ouvrière, BP n° 27, 75560 Paris cedex 12.**

Prix du numéro : **6 € (+ forfait de 3 € par envoi)**. Abonnement : **63 € par an** (tarif syndical : 60 €)

Commandes et abonnement en ligne sur notre site Internet : **[www.librairie-nvo.com](http://www.librairie-nvo.com)**